

**REHABILITATION DE LA PASSERELLE METALLIQUE
ET DE LA CENTRALE VAPEUR DE L'ÉCOLE NATIONALE
SUPERIEURE MARITIME
A MARSEILLE (13008)**

Marchés publics Procédure adaptée – Coordination
Sécurité Santé

N° 2025-49

ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CCAP

MARCHE DE COORDINATION SECURITE-SANTE

ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CCAP

Pouvoir adjudicateur : Ecole Nationale Supérieure Maritime

Adresse : 10, Quai Frissard – 76600 LE HAVRE

Assistant à Maîtrise d'Ouvrage : SEM Façonéo – 165 Avenue du Marin Blanc –
Immeuble Optimum – Bât A – 13685 Aubagne cedex

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du code de la commande publique : trésorier payeur

Copie de l'original, délivrée en unique exemplaire pour être remis à l'établissement de crédit en cas de cession de créances ou de nantissement dans les conditions de l'article R.2191-46 du code de la commande publique.

Date Signature

L'exemplaire unique pourra être remplacé au gré du maître d'ouvrage par le certificat de cessibilité.

SOMMAIRE

ARTICLE 1. CONTRACTANT (LE COORDONNATEUR EST UNE PERSONNE MORALE)	6
ARTICLE 1. CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UN GROUPEMENT CONJOINT DE PERSONNES PHYSIQUES ET/OU MORALES).....	7
ARTICLE 2. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE	9
2.1 Objet du marché.....	9
2.2 Type de la mission	9
2.3 Eléments d'appréciation de l'opération et conditions d'intervention du titulaire.....	9
2.4 Responsable technique	10
2.5 Conditions d'exécution de la mission	10
2.6 Utilisation des résultats	11
2.7 Représentation des parties	11
ARTICLE 3. DEFINITION DES MISSIONS	12
ARTICLE 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	14
ARTICLE 5. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATION AU TITULAIRE.....	15
ARTICLE 6. PRIX.....	15
6.1 Montant de l'offre	15
6.2Contenu des prix	16
ARTICLE 7. VARIATION DES PRIX	16
7.1 Forme des prix.....	16
7.2 Mode d'établissement du prix du marché	16
ARTICLE 8. DUREE DU MARCHE – DELAI D'ETABLISSEMENT DES PRESTATIONS – PENALITES DE RETARD.....	17
8.1 Durée du marché - reconduction	17
8.2 Délais d'établissement des prestations et documents à fournir	17
8.3 Pénalités	17

8.4 Prolongation des délais d'exécution - Force majeure	18
ARTICLE 9. RECEPTION - ACHEVEMENT DES PRESTATIONS	18
9.1 Réception des documents	18
9.2 Achèvement de la mission	18
ARTICLE 10. AVANCE	18
ARTICLE 11. RETENUE DE GARANTIE	18
ARTICLE 12. REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE	19
12.1 Demandes de paiement	19
12.2 Délai de règlement	20
12.3 Règlements	20
12.4 Intérêts moratoires	21
12.5 Modalités de règlement	21
12.6 Présentation des factures au format dématérialisé	22
ARTICLE 13. ASSURANCES	22
13.1 Assurance de Responsabilité civile générale	22
13.2 Assurances des travaux	23
13.3 Dispositions diverses	24
ARTICLE 14. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	24
ARTICLE 15. RESILIATION	25
15.1 Résiliation pour motif d'intérêt général	25
15.2 Résiliation du marche aux torts du titulaire	25
ARTICLE 16. PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT	25
ARTICLE 17. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	26
ARTICLE 18. CLAUSES DE REEXAMEN	26
18.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution	26

18.2 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution.....	27
18.3 Evolution de la réglementation	27
18.4 Autres clauses de réexamen.....	27
ARTICLE 19. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES	27
ARTICLE 20. DEROGATIONS AU CCAG PI.....	28
ARTICLE 21. ACCEPTATION DE L'OFFRE.....	28

ARTICLE 1. CONTRACTANT (LE CONTROLEUR EST UNE PERSONNE PHYSIQUE)

Je soussigné, contractant unique engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "le coordonnateur".

M..... agissant en mon nom personnel,
domicilié à
.....

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le maître d'ouvrage:
.....;

■ Immatriculée à l'INSEE :

Numéro SIRET :

Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

■ Numéro d'identification au registre du commerce :

après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et des documents qui y sont mentionnés au présent acte d'engagement.

■ M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations aux conditions ci-après, qui constituent mon offre,

■ AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, bénéficier conformément à la réglementation en vigueur des compétences obligatoires (stages de qualification),

■ AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que je suis titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours :

Compagnie :

N° Police :

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 120 (cent vingt) jours à compter de la date limite de réception des offres ou, en cas de mise en œuvre de la négociation, à compter de la date limite de réception des offres finales.

ARTICLE 1. CONTRACTANT (LE COORDONNATEUR EST UNE PERSONNE MORALE)

Je soussigné, contractant unique engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "le coordonnateur »

M
agissant au nom et pour le compte de la société dénommée
ayant son siège social à

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le maître d'ouvrage:
.....

Forme de la société..... Capital

■ Immatriculée à l'INSEE :

Numéro SIRET :

Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

■ Numéro d'identification au registre du commerce :

Représentée par Mpour l'exécution du présent contrat.

En cas d'empêchement, il sera remplacé par un autre coordonnateur de même compétence.

après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et des éléments qui sont mentionnés au présent acte d'engagement,

■ M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations aux conditions ci-après, qui constituent mon offre,

■ AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, bénéficiant conformément à la réglementation en vigueur des compétences obligatoires (stages de qualification),

■ AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que la société pour laquelle j'interviens, est titulaire d'une police d'assurance garantissant les responsabilités qu'elle encourt :

Compagnie :

N° Police :

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 120 (cent vingt) jours à compter de la date limite de réception des offres ou, en cas de mise en œuvre de la négociation, à compter de la date limite de réception des offres finales.

ARTICLE 1. CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UN GROUPEMENT CONJOINT DE PERSONNES PHYSIQUES ET/OU MORALES)

NOUS soussignés, cotraitants, engageant ainsi les personnes physiques ou morales ci-après, conjoints désignées dans le marché sous le nom « TITULAIRE »

1^{er} cocontractant (cas d'une personne morale)

M.....

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée

ayant son siège social à

Forme de la société..... Capital

■ Immatriculée à l'INSEE :

■ Numéro SIRET :

■ Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

■ Numéro d'identification au registre du commerce :

Représentée par Mpour l'exécution du présent contrat.

En cas d'empêchement, il sera remplacé par un autre coordonnateur de même compétence (cas d'une personne physique)

M..... agissant en mon nom personnel,
domicilié à

.....

■ Immatriculée à l'INSEE :

■ Numéro SIRET :

■ Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

■ Numéro d'identification au registre du commerce :

La société (Cas de la personne morale)représentée par M..... ou Monsieur (Cas de la personne physique)..... est mandataire du groupement conjoint pour ses obligations contractuelles à l'égard de la maîtrise d'ouvrage.

Le mandataire n'est pas solidaire de son cotraitant et n'assume qu'un rôle de coordination et de représentation du groupement vis-à-vis du maître d'ouvrage.

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le maître d'ouvrage:

.....;

2^{ème} cocontractant (cas d'une personne morale)

M.....

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée

ayant son siège social à

Forme de la société..... Capital

■ Immatriculée à l'INSEE :

■ Numéro SIRET :

■ Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

■ Numéro d'identification au registre du commerce :

Représentée par M

pour l'exécution du présent contrat.

En cas d'empêchement, il sera remplacé par un autre coordonnateur de même compétence (cas d'une personne physique)

M..... agissant en mon nom personnel,
domicilié à

.....

■ Immatriculée à l'INSEE :

■ Numéro SIRET :

■ Code la nomenclature d'activité française (NAF) :

■ Numéro d'identification au registre du commerce :

après avoir pris connaissance des éléments qui sont mentionnés dans le présent AE valant CCAP,

■ NOUS ENGAGEONS, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations aux conditions ci-après, qui constituent l'offre du groupement que nous avons constitué,

■ AFFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, bénéficier conformément à la réglementation en vigueur des compétences obligatoires (stages de qualification),

■ AFFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que nous sommes titulaires d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que nous encourons :

1^{er} cocontractant

2^{ème} cocontractant

Compagnie :

.....

N° police :

.....

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 120 (cent vingt) jours à compter de la date limite de réception des offres ou, en cas de mise en œuvre de la négociation, à compter de la date limite de réception des offres finales.

ARTICLE 2. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE

2.1 OBJET DU MARCHE

Le marché régi par le présent acte d'engagement valant CCAP est un marché de prestations intellectuelles de coordonnateur sécurité santé pour la réalisation du lot n°2. L'intervention d'un coordonnateur santé sécurité pour le projet de rénovation de la passerelle métallique et de la centrale vapeur sur le site de l'Ecole Nationale Supérieure Maritime à Marseille.

Le coordonnateur interviendra dans les conditions fixées par les articles L. 4211-1 et 2, L. 4531-1 à 3, L. 4532-1 à 18 et R. 4532-1 à 4533-7 du Code du travail, ainsi que par les dispositions du présent contrat.

L'intervention du coordonnateur a pour objet l'exécution des missions définies dans le présent document relatives aux phases conception et réalisation

Catégorie de l'opération : II

2.2 TYPE DE LA MISSION

Le présent marché a pour objet de confier au titulaire les missions définies aux articles R 4532-11 à R.4532-16 du Code du travail telles que précisées à l'article 3 du présent contrat.

2.3 ELEMENTS D'APPRECIATION DE L'OPERATION ET CONDITIONS D'INTERVENTION DU TITULAIRE

Montant estimé des travaux (HT) :

700 000 € pour la réhabilitation de la passerelle

810 000 € pour la rénovation de la centrale vapeur

Durée prévisible d'intervention du contrôleur technique : 18 mois

Date prévue pour le début de l'intervention du contrôleur technique : juin 2025

Délai prévu pour l'exécution des études :

12 semaines la réhabilitation de la passerelle

16 semaines pour la rénovation de la centrale vapeur

Date prévue pour le début des travaux :

Novembre 2025 pour la réhabilitation de la passerelle

Novembre 2025 pour la rénovation de la centrale vapeur

Délai prévu pour l'exécution des travaux :

8 mois environ pour la réhabilitation de la passerelle

6 mois environ pour la rénovation de la centrale vapeur en deux phases de travaux

Nombre d'entreprises prévisible :

8 pour la réhabilitation de la passerelle

3 pour la centrale vapeur

Nombre de lots techniques :

2 pour la passerelle

1 pour la centrale vapeur

2.4 RESPONSABLE TECHNIQUE

Tout changement de la personne physique mentionnée à l'article 1 du présent contrat, chargée de l'exécution de la mission SPS, devra faire l'objet immédiatement d'un accord exprès préalable du maître d'ouvrage.

2.5 CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION

- Le coordonnateur intervient dans les conditions fixées par les articles L. 4211-1 et 2, L. 4531-1 à 3, L. 4532-1 à 18 et R. 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.
- Le coordonnateur veille à la mise en oeuvre des principes de prévention et à prendre toutes les dispositions nécessaires dans le cadre de sa mission. Il interviendra en tant que de besoin auprès des intervenants pour la mise en application de ces dispositions.
- Il est rappelé, d'après l'article L 4532-6 du Code du travail, que son intervention ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des intervenants à l'acte de construire, en application d'autres dispositions dudit code.
- Le coordonnateur dispose d'une compétence définie au sens de l'article R 4532-17 à 19 du Code du travail.
- Il informe le maître d'ouvrage des mesures prises ainsi que des difficultés rencontrées et des litiges pour lesquels aucune solution n'a été trouvée afin que celui-ci puisse prendre, s'il y a lieu, les mesures

nécessaires, notamment en cas découverte de travaux présentant des risques particuliers relevant de la liste fixée par arrêté.

- Il ne dispose d'aucune délégation de pouvoir du maître d'ouvrage, sous réserve de ce qui est précisé à l'article 4 ci-dessous, ni d'aucun intervenant sur le chantier.
- Le coordonnateur n'est pas un constructeur au sens de l'article 1792-1 du Code civil.
- Si plusieurs maîtres d'ouvrage sont amenés à conduire dans le même temps plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil ou une opération commune sur un même site, le coordonnateur sera tenu de prendre en compte les dispositions adoptées après concertation avec les maîtres d'ouvrage afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions.
- Le titulaire s'engage, s'il ne remplit pas cette condition à la date de la signature du contrat, à effectuer la formation spécifique de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé correspondant au niveau de compétence considéré pour l'objet du présent marché, conformément aux échéances fixées par la réglementation.
- Le titulaire s'engage à présenter à l'agrément du maître d'ouvrage, le suppléant qui sera amené à intervenir en cas d'empêchement : congés, maladie ..., dans des délais raisonnables avec le déroulement de la mission.
- **Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG PI**, le titulaire s'engage à exécuter par ses propres moyens l'intégralité de la prestation due au titre du présent marché.

2.6 UTILISATION DES RESULTATS

Il est entendu que les prestations réalisées ne constituent pas des résultats tels que définis par l'article 23.1 du CCAG PI. Elles ne sont donc pas soumises aux dispositions du Chapitre V du CCAG PI.

2.7 REPRESENTATION DES PARTIES

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG PI, dès la notification du marché, le titulaire et le maître d'ouvrage désignent une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître d'ouvrage ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Il est précisé qu'en application de la convention de mandat qui lie le mandataire au maître d'ouvrage :

- En aucun cas, le mandataire ne pourra agir en justice, tant en demande qu'en défense, pour le compte de la Collectivité mandante. Cette interdiction vise notamment les actions contractuelles, sauf en cas d'urgence, pour les actions conservatoires et interruptives de déchéance relatives aux missions confiées.
- Le mandataire représentera la Collectivité en justice, tant en demande qu'en défense, pour toute action contractuelle liée à l'exécution d'un marché signé par elle ; en revanche, le mandataire ne pourra agir en justice pour une action en responsabilité biennale et décennale.

La délégation ne fait pas obstacle au droit pour le mandant d'agir lui-même, tant en demande qu'en défense.

ARTICLE 3. DEFINITION DES MISSIONS

Les missions confiées au coordonnateur sont celles définies par les articles R 4532-11 à 16 et suivants du Code du travail, telles que précisées ci-dessous en fonction de la catégorie de l'opération définie par le maître d'ouvrage.

Par ailleurs, pour l'application des dispositions des articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. du Code de l'Environnement relatives aux travaux exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le coordonnateur SPS n'est pas le responsable du projet.

Opération de catégorie II

Le coordonnateur veille à ce que les principes généraux de prévention définis aux articles L 4531-1 et 2 et L.4535-1 et L 4532-18 du Code du travail soient effectivement mis en œuvre.

En phase de conception :

- Le coordonnateur, lors des choix architecturaux, analyse le projet et évalue les risques inhérents à la conception de l'ouvrage.

Il participe en tant que de besoin à toutes les réunions utiles organisées par la maîtrise d'œuvre :

Il est destinataire des documents d'études établis par le maître d'oeuvre ainsi que des avis techniques du contrôleur technique, au fur et à mesure de leur élaboration.

- Il ouvre le **registre journal** dès la signature du contrat dans lequel il enregistre :
 - les avis et observations qu'il estime nécessaire de faire ainsi que les réponses éventuelles. Si ceux-ci font l'objet d'échanges de courrier, une inscription sommaire indique qu'ils sont annexés au registre ;
 - les avis émis sur les dossiers d'étude relativement à la prévention tant en réalisation qu'en intervention ultérieure. Ils sont complétés des suites données s'il y a lieu.
- Le **DIUO** regroupe toutes les mesures prises pour faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.
- Le coordonnateur établit le projet de DIUO au plus tard dans un délai fixé dans l'acte d'engagement après la prise de connaissance des études de projet.
- Le coordonnateur assiste le maître d'ouvrage à l'établissement de la **déclaration préalable**,
- Le coordonnateur élabore le **plan général de coordination** ou, s'il y a lieu le plan général de coordination simplifié.
- Le coordonnateur examine les dispositions à prendre par les entreprises pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.
- Le coordonnateur définit les sujétions à la mise en place et l'utilisation des protections collectives, appareil de levage, accès provisoire et installations générales, notamment électriques.

Il mentionne dans les pièces écrites la répartition des sujétions entre les différents corps d'état ou de métier qui interviendront sur le chantier.
- Le coordonnateur assure le passage des consignes et la transmission des documents au coordonnateur de la phase de réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent.

En phase de réalisation :

Elles concernent notamment :

- La mise à jour du **registre journal** de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération.
- Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (**DIUO**)
- Le coordonnateur complète et, si nécessaire, adapte le DIUO au fur et à mesure de l'avancement du chantier.
- Le coordonnateur remet le DIUO au maître d'ouvrage après réception de l'ouvrage dans un délai fixé dans l'acte d'engagement après avoir reçu de celui-ci ou du maître d'œuvre tous les plans d'exécution et notes techniques qu'il a spécifiés.
- La mise à jour et l'adaptation du **plan général de coordination**. Le plan général de coordination est tenu à jour pendant toute la durée des travaux et archivé pendant 5 ans par le maître d'ouvrage.
- Il doit pouvoir être consultable sur le chantier par :
 - Le médecin du travail ;
 - Les membres du CHSCT sur le chantier des entreprises ;
 - L'Inspection du Travail, l'OPPBTP, la CRAM et leur être adressable, sur leur demande.

Le coordonnateur harmonise et complète le PGC SPS en fonction de l'évolution du chantier et des PPSPS. S'il y a lieu, il établira un PGC simplifié et s'assurera de l'établissement de PPSPS simplifiés ;

- L'harmonisation et la diffusion des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé dus par les entreprises. Le coordonnateur est tenu de :
 - communiquer, dès la conclusion du contrat, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir les noms et adresses des entrepreneurs contractants ;
 - transmettre sur leur demande, à chaque entrepreneur, les P.P.S.P.S. établis par les autres entrepreneurs ;
 - communiquer obligatoirement, dans le cas d'opérations de construction de bâtiment, aux autres entrepreneurs les P.P.S.P.S. des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers dont la liste est fixée par arrêté ministériel. Il est important pour les entreprises de connaître les risques internes à chacune d'elles, lesquels sont éventuellement susceptibles d'avoir des incidences de coactivité.

À réception des P.P.S.P.S., le coordonnateur vérifie leur conformité avec les dispositions du plan général de coordination. Si nécessaire, il procède à des adaptations du plan général de coordination ou fait harmoniser les P.P.S.P.S. entre eux et/ou par rapport à ce plan.

Le coordonnateur informe le maître d'œuvre de ses avis sur les P.P.S.P.S. de manière à ce qu'il puisse, en connaissance de cause, émettre les ordres de service de commencement des travaux.

- L'organisation des inspections communes avec les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes sur les chantiers où sont traitées la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.

■ Le coordonnateur veille à l'application correcte des mesures de coordination diffusées par lui, ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.

■ Le coordonnateur tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et notamment:

- Avant tout commencement d'exécution, il procède avec le chef de l'établissement en activité, à une inspection commune visant à :
 - Délimiter le chantier,
 - Matérialiser les zones du secteur qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir.
 - Préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux.
 - Définir pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels les personnels ont accès.
- Le coordonnateur communique aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier, les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et les descriptions du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement.

■ Le contrôle des accès au chantier.

Le coordonnateur veille à ce que les entreprises aient pris les dispositions nécessaires et suffisantes pour que l'accès au chantier ne soit rendu possible qu'aux seules personnes autorisées comme indiqué au PGC SPS ou, à défaut, par des dispositions contractuelles.

Pour l'exercice de ses prestations, il appartient au coordonnateur de rédiger, reproduire et diffuser les documents qu'il est appelé à effectuer dans le cadre de sa mission et dont il définit les caractéristiques avec le plan général de coordination.

■ Aucun ordre d'interrompre le chantier ne pourra être donné par le coordonnateur, sans accord express du maître d'ouvrage sauf en cas de danger grave et imminent et si les observations du coordonnateur n'ont pu trouver de mesure d'une efficacité au moins équivalente.

■ Le coordonnateur ne pourra exiger aucune solution susceptible d'avoir des incidences financières sans avoir l'accord express du maître d'ouvrage et après avis du maître d'œuvre.

■ Intervention lors des levées de réserves ou réparations des désordres par les entreprises pendant la période de garantie de parfait achèvement. Compléments au DIUO si nécessaires.

ARTICLE 4. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Il est fait application des dispositions de l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles particulières et leur ordre de priorité sont les suivants :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le Programme et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations, objet du marché ;

- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci vise ce cahier ;
- l'offre technique du titulaire.

Le CCAG applicable au marché est le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 - publié au JO du 1er avril 2021, dans sa version en vigueur à la signature du présent marché.

ARTICLE 5. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATION AU TITULAIRE

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception via le Profil d'acheteur : PLACE.

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire mentionnée à l'article 1^{er} ou, à défaut, à son siège social.

ARTICLE 6. PRIX

6.1 MONTANT DE L'OFFRE

Les prestations du coordonnateur seront rémunérées par application d'un **prix forfaitaire** basé sur les conditions économiques définies ci-dessus.

	Passerelle	Centrale vapeur
Montant forfaitaire Hors T.V.A		
Montant T.V.A au taux de % :		
Montant TTC :		

Prix pour mémoire : Coût par mois de chantier supplémentaire

Montant forfaitaire Hors T.V.A : ...	
Montant T.V.A au taux de % :	
Montant TTC	

Le montant de l'offre comprend l'ensemble des dépenses nécessaires à l'exécution du marché telles que visites des lieux, réunions avec la maîtrise d'œuvre, visites de chantier, déplacements, réunions avec la maîtrise d'ouvrage, etc.

Versement de la rémunération du mandataire du groupement :

La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

Décomposition du prix forfaitaire :

La décomposition du prix par élément de mission est détaillée en annexe au présent contrat.

(En cas de groupement conjoint, identifier chacun des cotraitants dans la décomposition)

6.2 CONTENU DES PRIX

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG PI, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre de marchés conclus en groupement.

En cas de cotraitance, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice.

ARTICLE 7. VARIATION DES PRIX

7.1 FORME DES PRIX

Le présent marché est passé à prix ferme actualisable.

Son montant sera actualisé à la date de commencement des prestations suivant la formule suivante :

$$I_{m-3}$$
$$P = P_0 \times \frac{I_0}{I_{m-3}}$$
$$I_0$$

I_0 est l'index ingénierie publié ou à publier du mois de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

I_{m-3} est l'index ingénierie publié ou à publier de la date de début d'exécution des prestations, moins 3 mois.

Le coefficient d'actualisation sera arrondi au millième supérieur.

Le montant de cette actualisation sera réglé au prorata du montant des prestations réalisées.

Lorsqu'une révision ou une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune actualisation ou révision avant l'actualisation ou la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

7.2 MODE D'ETABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHE

Le prix tient compte du temps de participation et de collaboration aux études du maître d'œuvre, de réunions avec la maîtrise d'ouvrage pour la mise au point des dossiers d'études, de la préparation du chantier et de la phase de recouvrement, s'il y a lieu, entre le coordonnateur de conception et le coordonnateur de réalisation : visites, accueil des entreprises, visites d'inspection communes et participation aux réunions de chantier.

Le coordonnateur bénéficiera des installations mises en place par les entreprises : bureau de 15 m² équipé, salle de réunion permettant d'organiser les réunions prévues par les textes réglementaires, ligne de téléphone,...

Le coordonnateur prendra à sa charge les frais de secrétariat correspondants à ses obligations. Il se chargera d'adresser les courriers en au moins un exemplaire aux destinataires concernés.

Les prix proposés par le coordonnateur tiennent compte des frais de fonctionnement du collège inter-entreprises, si les conditions d'exécution du chantier imposent sa mise en place.

ARTICLE 8. DUREE DU MARCHE – DELAI D'ETABLISSEMENT DES PRESTATIONS – PENALITES DE RETARD

8.1 DUREE DU MARCHE - RECONDUCTION

La durée globale d'exécution du marché est de 18 mois à compter de la date fixée par l'OS qui prescrira de commencer les prestations.

Des interruptions de chantier seront possibles, les travaux seront réalisés en site occupé de préférence pendant les vacances scolaires.

Les prestations s'achèveront à l'expiration du délai de garantie des marchés de travaux dans les conditions fixées à l'article 10 ci-après ou au plus tard après la levée de la dernière réserve des marchés de travaux, si celle-ci a lieu lors de la prolongation du délai de garantie.

Le marché ne sera pas reconduit.

8.2 DELAIS D'ETABLISSEMENT DES PRESTATIONS ET DOCUMENTS A FOURNIR

En complément des indications données à l'article 3 du présent contrat, les délais d'établissements particuliers sont définis ci-dessous :

Documents à produire	Délais d'établissement	Fait générateur
Ouverture du registre journal	1 semaine	Notification du marché
Rapport sur AVP	1 semaine	Réception du dossier AVP
Déclaration préalable	Non concerné car produit par le MOA	
PGC	1 semaine	Réception du dossier PRO/DCE
DUIO	2 semaines	Réception des DOE

Les modalités d'acceptation par le maître d'ouvrage des documents produits par le titulaire sont définies à l'article 10 ci-après.

8.3 PENALITES

Il sera fait application des dispositions de l'article 14 du CCAG PI dans les conditions suivantes.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les pénalités seront appliquées de plein droit après constatation du retard sans mise en œuvre du principe du contradictoire prévu.

Le montant total des pénalités n'est pas plafonné, **par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI**.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 28.4 du CCAG PI, le titulaire n'a pas à aviser le maître d'ouvrage de la date à partir de laquelle les documents lui seront présentés.

PENALITES POUR RETARD POUR L'ETABLISSEMENT DES DOCUMENT

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, en cas de retard dans la remise des documents, le titulaire subira sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé à 500 euros HT. Pour les absences aux réunions en phase conception, aux réunions de chantier et aux visites de chantier, les pénalités sont fixées au montant de 500 HT par absence.

8.4 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION - FORCE MAJEURE

Lorsqu'un cas de force majeure empêche l'exécution du marché, le titulaire devra justifier de l'impossibilité temporaire ou définitive pour lui, de poursuivre l'exécution du marché en conséquence de l'évènement qu'il qualifie de cas de force majeure.

Le cas de force majeure permet au titulaire de ne pas être sanctionné au titre de la non-exécution du marché (prolongation des délais, non application des pénalités de retard). Il ne donne droit à aucune indemnisation.

ARTICLE 9. RECEPTION - ACHEVEMENT DES PRESTATIONS

9.1 RECEPTION DES DOCUMENTS

Le maître d'ouvrage procédera à la réception des documents produits, lors de la phase "Conception", par le titulaire, conformément aux dispositions de l'article 8.2 ci-dessus, dans un délai de deux mois à compter de la date de remise de ces documents au maître d'ouvrage, conformément à l'article 28.2 du CCAG PI.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, le maître d'ouvrage n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures de la vérification des documents remis pour acceptation.

L'absence de réponse du maître d'ouvrage dans les délais ci-dessus vaut acceptation des documents.

9.2 ACHEVEMENT DE LA MISSION

Comme indiqué à l'article 9.1 ci-dessus, les prestations s'achèveront au plus tard après la levée de la dernière réserve des marchés de travaux si celle-ci a lieu lors de la prolongation du délai de garantie.

En cas de marché à tranches, chaque tranche fait l'objet d'une décision de réception distincte.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision du maître d'ouvrage, dans les conditions de l'article 29 du CCAG PI, constatant que le titulaire a rempli ses obligations, dans un délai de deux mois à compter de la demande du titulaire. L'absence de décision dans ce délai vaut admission des prestations.

ARTICLE 10. AVANCE

Il n'est pas prévu le versement d'une avance

ARTICLE 11. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de retenue de garantie.

ARTICLE 12. REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE

12.1 DEMANDES DE PAIEMENT

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Les demandes de paiement sont établies sur un modèle défini par le maître d'ouvrage.

12.1.1 DEMANDE DE PAIEMENT D'ACOMPTE

La demande de paiement d'acompte est établie, conformément à l'article 11.3 du CCAG PI, par le titulaire.

Elle indique les prestations effectuées donnant droit à paiement pour la période considérée.

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG PI, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- les références du marché ;
- le montant des prestations reçues, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections le cas échéant ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- l'application de l'actualisation ou de la révision de prix ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- les pénalités éventuelles pour retard ;
- les avances à rembourser ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

12.1.2 DEMANDE DE REGLEMENT PARTIEL DEFINITIF

Lorsque le titulaire a droit à un règlement partiel définitif conformément aux dispositions ci-dessus, les demandes de paiement des règlements partiels définitifs sont établies, conformément aux articles 11.3 et 11.7 du CCAG PI ainsi qu'à l'article 13.1.1 ci-dessus, par le titulaire, dans un délai de 45 jours à compter de chaque décision distincte de réception des prestations ou dans un délai de 10 jours suivant la parution de l'index de référence permettant le calcul de la révision du solde ou de la révision définitive si celle-ci est postérieure.

Le titulaire transmet le décompte correspondant au règlement partiel définitif qui comporte en outre les parties suivantes :

- une récapitulation des acomptes perçus pour l'ensemble des prestations du marché objet du projet de décompte,
- le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
 - aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
 - au solde du règlement partiel définitif.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement et le décompte partiel définitif qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

12.1.3 SOLDE DU MARCHÉ

La demande de paiement du solde est établie, conformément à l'article 13.1.1 ci-dessus et à l'article 11.7 du CCAG PI, par le titulaire dans un délai de 45 jours à compter soit :

- de la décision de réception des prestations ou
- de la dernière décision de réception distincte en cas de règlement partiel définitif ou

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte en outre les parties suivantes :

- une récapitulation des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du marché objet du projet de décompte,
- le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
 - aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
 - au solde du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement et le décompte pour solde qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

12.2 DELAI DE REGLEMENT

Le délai de paiement des acomptes des règlements partiels définitifs éventuels ou du solde est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage.

Lorsque la demande de paiement est transmise par voie électronique en application de l'article L.2192-1 du code de la commande publique, la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur correspond à la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur Chorus Pro.

12.3 REGLEMENTS

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché, selon la répartition définie ci-dessus en cas de groupement par virement établi à l'ordre du titulaire ou des membres du groupement conjoint (joindre les RIB)

DESIGNATION DU COTRAITANT	REFERENCES BANCAIRES
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	

12.4 INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs éventuels ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

12.5 MODALITES DE REGLEMENT

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG PI, les précisions suivantes sont apportées :

Le règlement du prix s'effectue par acompte mensuel sur la base de constats contradictoires de la réalisation des prestations le mois précédent par le titulaire dans les conditions suivantes :

Les rapports et actes relatifs à la phase conception et opérations techniques seront réglés à la remise du document. Les missions relatives au suivi de chantier et son exécution seront réglées au fur et à mesure de son avancement.

Chaque tranche à réaliser fait l'objet d'un règlement partiel définitif après décision de réception distincte des prestations concernées, dans les conditions définies à l'article 10.

12.6 PRESENTATION DES FACTURES AU FORMAT DEMATERIALISE

Toutes les demandes de paiement relatives aux sommes dues au titulaire en exécution du présent marché devront être transmises par voie électronique en application de l'article L.2192-1 du code de la commande publique.

- Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :
 - l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
 - le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ;
 - le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.
- Ces informations seront transmises au titulaire par les services du pouvoir adjudicateur.

Pour être valables, les factures dématérialisées doivent être transmises en conformité avec l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique , sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

- La transmission se fait, au choix du titulaire, par :
 - un mode «flux» correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information du titulaire et l'application informatique CHORUS PRO. La transmission de factures selon le mode «flux» s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2, avec chiffrement TLS ;
 - un mode «portail» nécessitant du titulaire soit la saisie manuelle des éléments de facturation sur le portail internet, soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé, dans les conditions prévues à l'article 5 du décret précité. La transmission de factures selon le mode portail s'effectue à partir du portail internet mis à disposition des fournisseurs de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.
 - un mode « service », nécessitant de la part du titulaire l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.
- Il est précisé que l'utilisation par le titulaire de l'un de ces modes de transmission n'exclut pas le recours à un autre de ces modes dans le cadre de l'exécution d'un même contrat ou d'un autre contrat.

ARTICLE 13. ASSURANCES

13.1 ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE GENERALE

Le titulaire unique du contrat ou chacun des co-traitants en cas de groupement doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution des prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quel que titre que ce soit, à raison des dommages corporels, matériels et/ ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, au

maître d'ouvrage et à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent marché.

En cas de groupement, le mandataire devra également être couvert pour son activité de mandataire de groupement.

Le contrat devra comporter des montants de garanties suffisants quant au risque et à son environnement qui ne pourront, en tout état de cause être inférieurs à :

■ RC Exploitation :

1,5 M € / sinistre dont 500 000 € / sinistre pour les dommages immatériels non consécutifs

■ RC Professionnelle :

1,5 M€ / sinistre et par année d'assurance.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée d'exécution du contrat et le titulaire unique du contrat ou chacun des cotraitants en cas de groupement devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance.

13.2 ASSURANCES DES TRAVAUX

13.2.1 ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER

Le maître d'ouvrage a prévu de souscrire une police d'assurance tous risques chantier.

Dans ce cas les garanties suivantes sont acquises **pendant la période de construction** à compter du déchargement effectué sur le site du chantier et jusqu'à réception, y compris pendant les essais, toutes pertes ou dommages matériels subis par l'ouvrage et, sous réserve des exclusions stipulées au contrat, à la suite notamment :

- d'incendie
- d'explosions
- dégâts des eaux
- d'événements naturels
- d'attentats, actes de malveillance, terrorisme, sabotage
- dommages matériels dus à des vices de conception, de fabrication ou de montage,
- effondrement

Franchise

Une franchise par sinistre sera appliquée.

En cas de sinistre, si le maître d'ouvrage décide de percevoir directement l'indemnité octroyée, il répercutera alors la dite franchise sur le responsable du sinistre ou la répartira entre les divers responsables en cas de responsabilités multiples y compris celle d'entreprises.

À titre indicatif, la franchise habituellement appliquée en cas de sinistre est de **7 500 €**.

Ce montant sera susceptible d'être modifié en fonction des conditions de la police souscrite par le maître d'ouvrage.

Le titulaire du contrat en sera alors informé.

13.2.1 ASSURANCE DOMMAGES - OUVRAGE

Le maître d'ouvrage a prévu de souscrire une police dommages ouvrage.

Si le maître d'ouvrage souscrit une police dommages-ouvrage, le titulaire unique du contrat ou chacun des cotraitants en cas de groupement lui fourniront les éléments nécessaires pour remplir la proposition d'assurance.

Le paiement de la prime d'assurance sera fait directement par le maître d'ouvrage, sans aucune retenue au titulaire.

13.3 DISPOSITIONS DIVERSES

13.3.1 ABSENCE OU INSUFFISANCE DE GARANTIE DU TITULAIRE

Dans le cas où le titulaire ne fournirait pas les attestations demandées aux 14.1 et 14.2 ci-dessus, le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire pour le compte du titulaire les garanties non souscrites et lui refacturera les primes correspondantes.

13.3.2 INCIDENCE DES POLICES SOUSCRITES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement renonce à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu des cotraitants en cas de groupement est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

ARTICLE 14. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution, sans indemnité, des interventions qui font l'objet du présent marché et ce, conformément à l'article 22 du CCAG-PI, à l'issue de chaque parties de la prestation portant sur chacun des éléments de mission de la phase « études » du marché de maîtrise d'œuvre (élément « ACT » inclus).

Par dérogation à l'article 22 du CCAG-PI, dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'une partie technique est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du marché. Dans les autres cas, l'arrêt emporte résiliation du marché. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.

ARTICLE 15. RESILIATION

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 41 inclus du CCAG PI avec les précisions suivantes :

15.1 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 40 du CCAG-PI et lorsque les conditions prévues à l'article 15 ci-dessus ne s'appliquent pas, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 40 du CCAG PI, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial HT du marché diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

Par dérogation aux articles 40 et 41.2.2.4 du CCAG PI, dans le cas d'un marché à tranches ; ne seront pris en compte que les montants de la tranche ferme et des tranches optionnelles affermies.

15.2 RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU TITULAIRE

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 39 et 27 du CCAG PI avec les précisions suivantes :

- Le maître d'ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 27 du CCAG PI. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et **par dérogation à l'article 41.5 du CCAG PI**, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

- **Par dérogation et en complément des articles 39.1.m) et 39.2 du CCAG PI**, si le titulaire n'est pas en mesure de produire l'attestation de renouvellement de son niveau de compétence, le contrat est résilié de plein droit, sans indemnité et sans mise en demeure préalable.

- **Par dérogation et en complément des articles 39 et 41.3 du CCAG PI**, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire est rémunérée avec un abattement de 10 %.

En cas de non-production des pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, et après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 8 jours à compter de sa notification, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

ARTICLE 16. PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

En cas d'attribution du marché, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique dans les conditions prévues au règlement de consultation.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

Les attestations d'assurances sont à produire dans les conditions indiquées à l'article 14.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'enveloppe contenant sa candidature ou son offre, l'attestation d'assurance civile professionnelle en cours de validité, sera à remettre dans le délai mentionné au RDC.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

En cas d'attribution du marché à une entreprise étrangère détachant des salariés en France, il est rappelé que le titulaire se doit de respecter les dispositions prévues au code du travail relatives aux travailleurs détachés.

Le titulaire doit notamment, préalablement au détachement, adresser à l'inspection du travail ainsi qu'au maître d'ouvrage une déclaration de détachement et doit désigner un représentant en France.

ARTICLE 17. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

La loi française est seule applicable au présent marché.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent marché doivent être rédigés en langue française.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

ARTICLE 18. CLAUSES DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

18.1 REMPLACEMENT DU TITULAIRE INITIAL PAR UN NOUVEAU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

La part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire, dans les conditions fixées à l'article 3.5.4 du CCAG PI.

18.2 REMPLACEMENT DU MANDATAIRE DU GROUPEMENT EN COURS D'EXECUTION

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, **par dérogation à l'article 3.5 du CCAG PI.**

18.3 EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION

Le présent article s'applique, en complément des articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG PI, en cas d'évolution, en cours d'exécution du marché, de la législation et/ou de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel, sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail et/ou sur la protection de l'environnement.

Les modifications éventuelles, demandées par le maître d'ouvrage au titulaire afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un avenant au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Le titulaire n'aura droit à être rémunéré pour la mise en œuvre des mesures demandées (ou à être indemnisé pour les préjudices qu'il a subis en raison de la mise en œuvre des mesures demandées) **qu'à la condition qu'il établisse que l'économie du marché se trouve (ou s'est trouvée) bouleversée, le seuil du bouleversement étant fixé à 1/16^e du montant du marché**, tel qu'il résulte, s'il y a lieu, du dernier avenant intervenu.

En ce cas, le maître d'ouvrage **prendra en charge à hauteur de 90%** les dépenses supplémentaires et indemnités dûment justifiées par le titulaire.

18.4 AUTRES CLAUSES DE REEXAMEN

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, une clause de réexamen est introduite en cas de prolongation de la durée du chantier. En effet, un prix pour mémoire a été contractualisé.

ARTICLE 19. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique et à l'article 43 du CCAG PI, selon la nature du contrat en cause.

En cas d'échec de règlement du litige, les litiges relatifs à l'exécution du présent marché seront soumis à la compétence du juge administratif.

En cas de litige, les tribunaux du lieu d'exécution de la prestation sont seuls compétents.

ARTICLE 20. DEROGATIONS AU CCAG PI

Articles du CCAG PI auxquels il est dérogé	Articles par lesquels sont introduites ces dérogations
3.6	2.5
14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3	8.3
28.4	8.3
14.1	8.3
28.5	9.1
22	14
40 et 41.2.2.4	15.1
39, 39.1 m, 39.2, 41.3 et 41,5	18.2

A noter : Le candidat procède à la signature de l'acte d'engagement au stade de la remise de son offre ou après attribution du marché selon les modalités prévues au règlement de la consultation.

Fait en originaux

(En application de l'article 1375 du code civil, le contrat doit être établi en autant d'originaux que de parties)

A _____ le _____

Mention(s) manuscrite(s)

"Lu et approuvé"

Signature(s) du titulaire, mandataire(ou des) prestataire(s)

ARTICLE 21. ACCEPTATION DE L'OFFRE

La présente offre est acceptée.

A _____ Le _____

Le pouvoir adjudicateur

Signature :

**ANNEXE 1 - PROJET DE CADRE DE DECOMPOSITION DU TEMPS
D'INTERVENTION ET DU PRIX FORFAITAIRE : PASSERELLE METALLIQUE**

	Temps estimé (en heures)	Prix unitaires HT	TOTAL HT
PHASE 1 : Conception			
Rapport sur AVP	..... h		
Rapport sur PRO/DCE	..... h		
Ouverture du registre journal	..... h		
Constitution du DIUO	..... h		
Assistance pour rédaction de la déclaration préalable et mise à jour	..... h		
Etablissement du PGC	..... h		
Participations aux réunions lors de la phase conception <i>(Préciser le nombre de réunions)</i>	..... h réunions		
TOTAL HT PHASE I			
PHASE 2 : REALISATION			
Inspection commune avec les entreprises et leurs sous-traitants	..... h		
Tenue du registre journal	..... h		
Mise à jour du DIUO	..... h		
Mise à jour du PGC	..... h		
Assistance à l'établissement des PPSPS, visa et communication des documents	..... h		
<i>Participations aux réunions de chantier</i>	..... h réunions		
<i>Visites inopinées pendant la durée du chantier</i>	..... h visites		
TOTAL HT PHASE II			
TOTAL HT PHASES I et II			

ANNEXE 2 - PROJET DE CADRE DE DECOMPOSITION DU TEMPS D'INTERVENTION ET DU PRIX FORFAITAIRE : CENTRALE VAPEUR

	Temps estimé (en heures)	Prix unitaires HT	TOTAL HT
PHASE 1 : Conception			
Rapport sur AVP	..... h		
Rapport sur PRO/DCE	..... h		
Ouverture du registre journal	..... h		
Constitution du DIUO	..... h		
Assistance pour rédaction de la déclaration préalable et mise à jour	..... h		
Etablissement du PGC	..... h		
Participations aux réunions lors de la phase conception <i>(Préciser le nombre de réunions)</i>	..... h réunions		
TOTAL HT PHASE I			
PHASE 2 : REALISATION			
Inspection commune avec les entreprises et leurs sous-traitants	..... h		
Tenue du registre journal	..... h		
Mise à jour du DIUO	..... h		
Mise à jour du PGC	..... h		
Assistance à l'établissement des PPSPS, visa et communication des documents	..... h		
Participations aux réunions de chantier	..... h réunions		
Visites inopinées pendant la durée du chantier	..... h visites		
TOTAL HT PHASE II			
TOTAL HT PHASES I et II			